

forte raison, nous ne devrions pas le consulter sur une question qui augmente son budget et sa dette de trois fois ce qu'ils étaient avant le commencement des hostilités.

Le peuple de ce pays se demande avec raison: quand ces gens vont-ils s'arrêter; n'y a-t-il pas de limites à leur audace? La réponse est facile, malgré qu'elle soit épouvantable. C'est qu'avant que ce Parlement expire, le Gouvernement du jour veut absolument vider la caisse publique. Pour quelles fins maintenant? Est-ce que la ruine publique, qui va grossissant, qui va s'augmentant de jour en jour, n'est pas exactement l'expression de la vérité? C'est-à-dire que cette mesure est amenée simplement pour des fins électorales, pour tâcher de grossir la caisse électorale et escamoter un verdict du peuple.

Monsieur le président, une mesure de cette importance, il me semble, aurait dû être déposée dès les premiers jours de la session, afin d'en faire une étude approfondie, et afin de n'en pas forcer l'adoption, surtout, au moyen de la clôture.

Je vois l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (sir George Foster) qui lit son journal paisiblement, lui, qui a tout simplement déposé un terrible projet de loi sur la table de la Chambre, projet à l'effet de reculer l'horloge d'une heure par jour, et qui a trouvé bon que le peuple soit consulté pour savoir,—comme l'a dit le député de Cap-Breton (M. Mackenzie),—à quelle heure les coqs du pays chantaient dans les différentes provinces!

Monsieur le président, je le répète, c'est une mesure extraordinaire que celle qui nous occupe présentement; mais plus extraordinaire encore, quant à la dépense considérable qu'on entend faire, quant au changement de politique qu'on entend inaugurer; car on n'a qu'une préoccupation en tête: satisfaire l'appétit de ceux qui, ayant fait une mauvaise affaire, se retireront, non pas comme des honnêtes gens, quittes de toutes dettes et de toutes obligations—si on nous proposait au moins de les renvoyer chez eux dans cet état, je n'y aurais pas d'objection,—mais avec des millions dans leurs poches et avec le qualificatif que leur a décerné, au nom du Gouvernement et avec raison, l'honorable député de Calgary.

M. LAFORTUNE (texte): L'honorable député de Laprairie-Napierville (M. Lanctôt), lorsqu'il a adressé la parole, cet après-midi, a dit qu'il représentait le plus beau comté de la province de Québec. Je prends exception à cette affirmation, et je dis que le comté de Montcalm, que j'ai l'honneur de repré-

[M. Wilson (Laval.)]

senter, est aussi beau que le sien, sinon plus beau, car c'est l'un des plus beaux comtés de la province de Québec, et même l'un des plus beaux du Dominion.

Lorsqu'il a été question, en 1913, de passer cette loi extraordinaire, pour ne pas dire plus, la loi du bâillon, j'ai bien lutté contre cette loi-là. Dans une séance mémorable, j'ai parlé quatre heures et demie, et on a dit, dans le temps, que c'était un record. On me disait alors: ne craignez pas, monsieur le député de Montcalm, ce bâillon-là va passer, mais nous ne l'appliquerons pas, excepté dans des cas d'une urgence extrême. J'avais peur de ces messieurs, je n'avais pas une grande confiance dans leurs déclarations, et je ne me suis pas trompé.

Ils nous en ont joué un beau tour, monsieur le président, en nous imposant ce bâillon, car s'il n'existait pas je vous assure qu'on vous tiendrait ici longtemps pour empêcher cette loi infâme, cette loi misérable et scélérate, que vous allez faire voter tout à l'heure par votre majorité servile, qui va applaudir des deux mains à votre triomphe lorsque le vote sera donné. Ah, qu'ils vont être fiers, qu'ils vont être heureux d'acheter une propriété dans ces conditions-là!

L'honorable solliciteur général a dit: ah, ce n'est que Montréal qui parle. Eh bien! il viendra à Montréal, le solliciteur général. Il y sera bien reçu; il verra ce que c'est que la province de Québec. Il verra ce que c'est que Montréal; il viendra au Monument National faire un grand discours pour expliquer le bill sur le chemin de fer Nord-Canadien, il amènera le premier ministre avec lui, vous verrez comment ils seront bien reçus, car on a hâte de les voir tous les deux. Vous tâcherez de les accompagner monsieur le président, vous serez bien reçus tous les trois, on vous en donnera, monsieur le président, une belle soirée; on ne vous mettra pas le bâillon nous autres. On laissera parler le premier ministre, le ministre des Finances et vous-même aussi longtemps que vous voudrez, vous verrez comme ça sera drôle.

Une VOIX: Ils pourront parler de la conscription?

M. LAFORTUNE: Oui, ils pourront parler de la conscription s'ils le veulent, on leur donnera carte blanche, "free ride".

Lorsqu'on lit les journaux, lorsqu'on entend, de la cave au grenier, ce qui se passe et ce qui se dit partout où l'on passe; lorsqu'on écoute la voix du public, il est vraiment pénible d'entendre ce que le peuple dit de vous autres, monsieur le président; de ces messieurs, car je ne veux pas être